Burundi : Évariste Ndayishimiye, héritier d'un pays aux innombrables défis

Le Point,Â 26/05/2020 L'arrivÃ©e au pouvoir de l'hÃ©ritier du prÃ©sident Pierre Nkurunziza ne fait pas l'unanimitÃ©.Â Comment va-t-il gouverner, avec qui et surtout avec quels moyensÂ ? DÃ©sormais, le prÃ©sident duÂ Burundi, c'est lui. ProclamÃ© lundi vainqueur de la prÃ©sidentielle du 20Â mai dÃ¨s le premier tour aprÃ¨s avoir recueilli plus des deux tiers des voix, le gÃ©nÃ©ral Ã‰variste Ndayishimiye prÃ©sente un visage a priori plus conciliant que son prÃ©dÃ©cesseur et mentorÂ Pierre Nkurunziza, et que les autres durs du rÃ©gime. Mais pourra-t-il s'affranchir de ceux qui l'ont placÃ© lÃ Â ? La question mÃ©rite d'Ãªtre posÃ©e alors que des Â«Â montagnes de dÃ©fisÂ Â» l'attendent.

Un pilier du systÃ¨me Sans surprise, celui qui a Ã©tÃ© ministre de l'IntÃ©rieur et de la SÃ©curitÃ© publique en 2006, puis tou tour chef de cabinet militaire et civil du prÃ©sident, Ã‰variste Ndayishimiye, 52Â ans, a Ã©tÃ© Ã©lu en obtenant 68,72Â % des selon les chiffres de la commission Ã©lectorale, dÃ©noncÃ©s Ã l'avance comme Â«Â fantaisistesÂ Â» par l'opposition. Â«Â Ne son surnom, Ã©tait prÃ©sentÃ© par son parti le CNDD-FDD comme l'hÃ©ritier du prÃ©sidentÂ Pierre Nkurunziza, Ã la tÃªte du depuis 2005. L'un et l'autre sont issus des rangs de la rÃ©bellion hutue qui accÃ©da au pouvoir Ã l'issue de la guerre civile (1993-2006). Ã‰variste Ndayishimiye venait d'entrer Ã l'universitÃ© du Burundi lorsque la guerre civile Ã©clata en 1993. Il Ã©t en deuxiÃ¨me annÃ©e de droit quand fut perpÃ©trÃ© le massacre de dizaines d'Ã©tudiants hutus par des extrÃ©mistes tutsis e 1995, un Ã©pisode dont il rÃ©chappa par miracle et qui le convainquit de prendre les armes. Principal nÃ©gociateur du CNDD-FDD lors de la signature enÂ 2003Â de l'accord de cessez-le-feu de la guerre civile, qui fit au moins 300Â 000 morts, ilÂ occupa ensuite plusieurs postes de haut niveau au sein du gouvernement, s'affirmant alors comme un homme de consensus. DÃ©signÃ© candidat en janvier, il est devenu l'un des hommes clÃ©s du systÃ¨me qui a verrouillÃ© le pays depuis la crise de 2015.Â La rÃ©Ã©lection de Pierre Nkurunziza Ã un troisiÃ¨me mandat controversÃ© avait alors dÃ©bouchÃ© sur de violences politiques qui ont fait au moins 1Â 200 morts et se poursuivent. En tant que secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du parti au pouvoir, depuis 2016, Ã‰variste NdayishimiyeÂ originaire de la rÃ©gion de Gitega a plutÃ´t prÃ´nÃ© la tolÃ©rance politique et n paraÃ®t pas avoir Ã©tÃ© directement impliquÃ© dans des violations des droits de l'homme. Mais il n'a pas empÃªchÃ© non plu les abus, commis notamment par les Imbonerakure, la ligue de jeunesse du CNDD-FDD. Sa dÃ©signation est le rÃ©sultat d'un compromis entre le prÃ©sident Nkurunziza et le petit groupe de gÃ©nÃ©raux issus de l'ancienne rÃ©bellion hutue qui contrÃ´lent avec lui tous les leviers du pouvoir, selon une Ã©tude publiÃ©e rÃ©cemment par le groupe de rÃ©flexion l'Initiative pour les droits de l'homme au Burundi. Le chef de l'Ã‰tat, qui aurait prÃ©fÃ©rÃ© un civil, Pascal Nyabenda, le prÃ©sident de l'AssemblÃ©e nationale, a cÃ©dÃ© face Ã ces gÃ©nÃ©raux dÃ©terminÃ©s Ã ce qu'un militaire reste au sommet du pouvoir. Ã Ndayishimiye, qui ne fait pas partie de ce groupe de gÃ©nÃ©raux, leur est donc redevable et pourrait avoir du mal Ã s'Ã©manciper. Quelle marge de manÅ“uvre pour Ã‰variste NdayishimiyeÂ ? Pourtant, plusieurs tÃ©moins l'ayant cÃ´toyÃ© Ã l'Ã©poque de la guÃ©rillaÂ et interrogÃ©s par l'Initiative brossent le portrait de quelqu'un de simple, proche du peuple, plutÃ´t tolÃ©rant, peu corrompu et ne s'inscrivant pas dans les schÃ©mas ethniques, mais aussi d'une personnalitÃ© manquant de caractÃ¨re et plus encline Ã suivre un chef qu'Ã diriger. Â«Â C'est un homme plutÃ´t ouvert, d'abord facile, qui aime blaguer et rire avec ses amisÂ Â», mais aussi Â«Â plutÃ´t colÃ©rique, (et qui) s'emporte trÃ¨s facilement au risque de s'enflammerÂ Â», confirme un de ses amis Ã l'AFP, sous couvert de l'anonymat. Â«Â Il a une rÃ©putation d'ouverture et d'honnÃªtetÃ© contrairement aux autres gÃ©nÃ©rauxÂ Â», dÃ©crypte pour l'AFP un diplomate fin connaisseur des arcanes du pouvoir burundais. Â«Â C'Ã©tait le meilleur choix, mais il aura fort Ã faire pour impulser le changement et l'ouverture Ã l'opposition dans un parti dominÃ© par un courant extrÃ©miste et sectaire.Â Â» Comme le prÃ©sident sortant, un Ã©vangÃ©lique Â«Â born againÂ Â», Ã‰variste Ndayishimiye est un fervent croyant et pratiquant, mais de confession catholique. Cela pourrait aider le pouvoir Ã renouer avec l'Ã‰glise catholique, qui n'a pas mÃ¢chÃ© ses mots Ã l'Ã©gard de la dÃ©rive observÃ©e depuis 2015 profil plutÃ´t modÃ©rÃ© pourrait aussi lui valoir une certaine bienveillance de la communautÃ© internationale et l'aider Ã briser un peu l'isolement du pays. D'abord critique Ã l'Ã©gard de laÂ Belgique, l'ancien colonisateur, et de l'Union europÃ©enne, il s'est montrÃ© plus conciliant ces derniers temps. Il Â«Â a lancÃ© des signaux d'ouverture Ã la communautÃ© internationale, e elle est prÃªte Ã le reconnaÃ®tre et Ã renouer avec luiÂ Â», explique un autre diplomate ayant requis l'anonymat. Relever une Ã©conomie au bord du gouffre Le Burundi est d'ailleurs toujours sous le coup de sanctions de ses principaux bailleurs de fondsÂ (UE, Belgique, Allemagneâ€¦). Ce changement Ã la tÃªte de l'Ã‰tat pourrait changer la donne alors que depuis cinq ans, et le troisiÃ¨me mandat du prÃ©sident sortant, le BurundiÂ a vu son Ã©conomie s'effondrer et le taux de pauvretÃ© exploser. La dÃ©prÃ©ciation du franc burundais (Fbu), la pÃ©nurie de produits importÃ©s sont les consÃ©quences l'isolement du rÃ©gime. Les retombÃ©es Ã©conomiques de la crise sanitaire de Covid-19, mÃªme si le pays n'a pour l'instant officiellement recensÃ© queÂ 27Â cas (1 dÃ©cÃ¨s) de coronavirus et n'a adoptÃ© aucune des mesures de confinement prises par ses voisins, pourraient de plus annihiler la timide embellie constatÃ©e ces derniers mois. Â«Â Sur le plan Ã©conomique, le Burundi n'est pas encore sorti de la crise de 2015, car presque tous les indicateurs sont encore au rouge, mÃªme si une petite reprise semblait s'amorcerÂ Â», dÃ©clare Ã l'AFP Gabriel Rufyiri, prÃ©sident de l'Olucome, une des principales organisations burundaises de lutte contre la corruption. La Banque mondiale projetait une croissance de 2Â % pour 2020, un taux en hausse constante depuis 2017, aprÃ¨s deux annÃ©es de rÃ©cession enÂ 2015Â (-Â 3,9Â %) etÂ 2016Â (-Â 0,6Â %) trÃ¨s infÃ©rieur Ã celui de la plupart des pays africains. Â«Â Malheureusement, ce petit espoir est en train d'Ãªtre hypothÃ©quÃ par les consÃ©quences de la crise sanitaireÂ Â», estime l'activiste. Le gouvernement a ordonnÃ©, comme seule mesure significative, la fermeture des frontiÃ¨res, seule celle avec la Tanzanie restant ouverte aux poids lourds. Depuis, le commerce transfrontalier est paralysÃ© et les hÃ´tels et restaurants de Bujumbura sinistrÃ©s. Â«Â D'habitude, notre clientÃ¨le est constituÃ©e Ã plus de 90Â % de commerÃ§ants congolais (â€¦) Aujourd'hui, nos chambres sont videsÂ Â», se lamente GÃ©rard, gÃ©rant d'un hÃ´tel de Bwiza, un quartier populaire de Bujumbura. Les devises Ã©trangÃ¨res, dont le pays manquait dÃ©jÃ cruellement depuis 2015, se sont encore rarÃ©fiÃ©es, constatent les cambistes, contraints Ã travailler clandestinement depuis que le gouvernement a dÃ©cidÃ© en fÃ©vrier la fermeture de tous les bureaux de change. Cette mesure avait Ã©tÃ© prise pour lutter contre la dÃ©prÃ©ciation du franc burundais. Mais, Â«Â l'euro est passÃ© de 2Â 800 Ã 3Â 400 FbuÂ Â» au minimum, tÃ©moigne l'un de ces cambistes. La banque centrale du Burundi (BRB) ne dispose plus que de deux Ã trois

semaines de rÃ©serves en devises Ã©trangÃ¨res pour les importations, contre trois mois avant le dÃ©but de la crise. Pour Faustin Ndikumana, un analyste indÃ©pendant, de nombreux secteurs de l'Ã©conomie locale sont Ã l'agonie. Sur le plus gros marchÃ© de Bujumbura, Â«Â les grossistes de matÃ©riaux de construction, les banques, les taxis et autres vÃ©hicules de transport ont vu leur activitÃ© chuter drastiquement, pour certains de plus de 80Â %Â Â», affirme-t-il. Le Burundi est classÃ© parmi les trois pays les plus pauvres au monde. Selon une estimation de la Banque mondiale, 75Â % de la population vit en dessous du seuil de pauvretÃ©. Ce taux Ã©tait d'environ 65Â % Ã l'arrivÃ©e au pouvoir de Pierre Nkurunziza en 2005. Le taux de chÃ´mage des jeunes est de 65Â % selon la Banque africaine de dÃ©veloppement (BAD), et six enfants sur dix prÃ©sentent un retard de la croissance Ã cause de la malnutrition. Â«Â Le bilan Ã©conomique desÂ 15Â annÃ©es de pouvoir d Nkurunziza est catastrophique. Il a fait reculer le Burundi sur tous les plans. Il a totalement isolÃ© le pays de ses bailleurs de fonds traditionnels et mÃªme des pays voisins, c'est une calamitÃ©Â Â», s'indigne AimÃ© Magera, porte-parole Ã l'Ã©trange du principal parti d'opposition. Le prÃ©sident Nkurunziza assure qu'il laissera Ã son successeurÂ Â«Â des caisses remplies Ã ras bord d'argentÂ Â».Â Mais Ã‰variste Ndayishimiye semble lui-mÃªme ne pas Ãªtre dupe.Â Il a promis Â«Â de lutter contre la pauvretÃ© et de dÃ©velopper le paysÂ Â». Mais Â«Â Il devra marcher sur une dangereuse corde raide dans les hautes sphÃ¨re du parti au pouvoirÂ Â» entre Â«Â des intÃ©rÃªts puissants et concurrentsÂ Â», note l'Initiative, alors que Pierre Nkurunziza, do il est aussi proche, n'entend pas s'effacer complÃ¨tement. Entre le marteau et l'enclume Â«Â Le gÃ©nÃ©ral Ndayishimiye sera entre le marteau et l'enclume. Il va marcher sur des Å“ufs au cours des premiÃ¨res annÃ©es et devra attendre longtemps avant d'acquÃ©rir une certaine marge de manÅ“uvreÂ Â», prÃ©dit pour l'AFP un cadre de son parti, sous couvert de l'anonymat. En effet, Pierre Nkurunziza ne compte pas s'effacer de sitÃ´t. Il a Ã©tÃ© Ã©levÃ©Â au rang de Â«Â guide suprÃªme patriotismeÂ Â». Un titre ronflant qui est pourtant central dans ce nouveau tournant que prend le Burundi. Ã€ ce titre, Pierre NkurunzizaÂ sera Ã l'avenir consultÃ© Â«Â sur des questions relatives Ã la sauvegarde de l'indÃ©pendance nationale, Ã la consolidation du patriotisme et Ã l'unitÃ© nationaleÂ Â», prÃ©cise une loi votÃ©e en mars. Il prÃ©voit aussi, Ã cÃ´tÃ© de la re dorÃ©e Ã laquelle il aura droit, des Â«Â mesures d'accompagnementÂ Â» qui doivent lui permettre de mener Ã bien sa mission L'AssemblÃ©e avait adoptÃ© en janvier un projet de loi octroyant au prÃ©sident Nkurunziza de trÃ¨s nombreux avantages Ã la fin de son mandatÂ : une villa de Â«Â trÃ¨s haut standingÂ Â», une allocation d'environ 500Â 000Â euros et pour le reste de sa vie une indemnitÃ© Ã©gale aux Ã©moluments d'un dÃ©putÃ©. Alors que son successeur doit Ãªtre investi en aoÃ»t pour un mandat de sept ans renouvelable une fois, Ã la fin du mandat du prÃ©sident sortant, l'opposition ne compte pas accepter les rÃ©sultats de la prÃ©sidentielle.Â Le Conseil national pour la libertÃ©, CNL, de l'opposant Agathon Rwasa, qui a boycottÃ© l'annonce des rÃ©sultats, a dÃ©noncÃ© une Â«Â mascarade Ã©lectoraleÂ Â», un Â«Â scrutin non crÃ©dibleÂ Â» et confirmÃ© intention de saisir la Cour constitutionnelle. Â«Â Nous sommes en train de confectionner notre dossier de plainte, et nous allons nous conformer Ã la loi, et demain (mardi) ou aprÃ¨s-demain (mercredi) nous allons dÃ©poser (notre recours) pour que la Cour (constitutionnelle) se prononce sur les fraudes massives qui ont Ã©maillÃ© cette mascarade Ã©lectoraleÂ Â», a dÃ©clarÃ© Ã l'AFP le porte-parole du CNL, ThÃ©rence Manirambona.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});